

FONDS DE PENSION

# Du banquier au croupier de l'Europe



Les fonds de pension: prendre en main son destin. Qui tient qui?  
(Photo: Hilde Leubner)

**Les promoteurs de notre place financière croient avoir trouvé un nouveau créneau. Or les fonds de pension ne sont une panacée ni pour les futurs retraités, ni pour l'économie productive.**

"Partout dans le monde, les systèmes de pension contrôlés ou financés par l'Etat ont des problèmes. Dans de nombreux pays les possibilités de promouvoir les pensions supplémentaires se développent." C'est ainsi que François Biltgen justifiait en mai 1999 le projet de loi sur les fonds de pension devant la Chambre. Il insistait ensuite que le Luxembourg ne prévoit pas, comme d'autres pays, de remplacer partiellement le système de pension légal par un "second pilier". En effet les pays de l'Europe continentale, encouragés par la Commission Européenne, sont en train de s'engager sur la voie des pays anglo-saxons: une pension minimale garantie par l'Etat ou les Caisses de pension, plus une assurance-pension complémentaire obligatoire, mais gérée sous forme de fonds de pension - une aubaine pour les marchés financiers. Et Luc Frieden, en tant que ministre du Budget, expliqua lors du même débat que la loi en question permettrait à notre place financière "de s'assurer une part de ce gâteau." A ce jour, c'est plutôt de miettes qu'il s'agit - tout juste trois fonds se sont implantés pour une loi faite "sur mesure".

L'étude du BIT a relancé le débat autour des fonds de pension. En effet, si cette étude déconseille l'introduction de la capitalisation, elle propose une augmentation du fonds de réser-

ve des caisses de pension. Le groupement "la Gauche" a mis en garde contre le danger de placer cette réserve à la manière d'un fonds de pension. Afin de lancer le débat sur le rôle des fonds de pension au niveau national et international, "la Gauche" et Attac-Luxembourg ont invité Jacques Nikonoff. Cet économiste, critique virulent des fonds de pension, a donné une conférence, "Quel avenir pour nos retraites?", jeudi soir à la salle Mansfeld. Nous lui avons demandé de faire le tour de la question.

**woxx: Les fonds de pension permettent-ils de répondre au défi démographique?**

**Jacques Nikonoff:** C'est un faux argument, inventé par la Banque Mondiale. Le soi-disant vieillissement de la population déséquilibrerait les systèmes actuels de retraites. Ce qui est vrai, c'est qu'il se pose une question de financement. En France on estime que sur 45 ans, le pourcentage de personnes de plus de 65 ans doublera. Ça paraît beaucoup, mais cela ne représente qu'une augmentation annuelle de 0,26 pour cent. Il faut comparer cette évolution avec celle de la croissance, qui est de plusieurs pour cents par an. En augmentant tranquillement les cotisations, on n'aura pas besoin des fonds de pension.

**Il semble pourtant évident qu'ils rapportent plus que les caisses de pension classiques?**

Quand on étudie le rendement des actions sur une longue période, il ne dépasse pas le taux de croissance économique. Si par moments la bourse donne l'impression de s'envoler, c'est comme une inflation des prix: il y aura des réajustements, et les prix s'effondreront.

On peut gagner de l'argent en bourse, mais on peut aussi en perdre. La logique des systèmes de protection sociale est de permettre aux salariés de suppri-

mer les risques de l'existence et du travail. En mettant en place des fonds de pension, on introduit du risque et du hasard.

**Les fonds de pension, en encourageant l'épargne, ne sont-ils pas utiles à l'économie?**

Non, les fonds de pension sont très mauvais pour l'économie. Ils exigent aujourd'hui un rendement de 15 pour cent. Les entreprises restructurent tous les secteurs qui n'atteignent pas cette norme, même s'ils sont rentables. Cela conduit à des licenciements comme chez Danone. La branche biscuits ne faisait que 7,9 pour cent de rendement.

Quant au surplus d'épargne, c'est un argument que les plus intelligents des partisans des fonds de pension préfèrent ne plus utiliser. En Europe, il y a beaucoup d'épargne, même trop, notamment en France.

Ce n'est pas au moment où la croissance économique se réduit qu'il faut inciter à épargner plus. C'est l'inverse: il faudrait épargner moins, car le moteur de la croissance, c'est la consommation.

**Le Luxembourg, en tant que place financière européenne, espère attirer des fonds de pensions complémentaires. Est-ce une bonne idée?**

Il faut éviter la généralisation des fonds de pension, ça déstabiliserait encore plus l'économie. Si le Luxembourg croit pouvoir développer sa place financière par la création de fonds de pension, il se fait des illusions: chaque pays va vouloir faire la même chose.

**Au Luxembourg, le BIT recommande une forte augmentation de la réserve. Est-ce que c'est encore de la répartition ou s'agit-il d'une capitalisation déguisée?**

L'idée de réserve est compatible avec l'idée de la répartition - elle permet de lisser l'évolution du niveau des cotisations. Tout dépend de l'utilisation de cette réserve. Si elle est investie sur les marchés financiers en espérant démultiplier le rendement, on contribuera au phénomène d'inflation de la bourse. En revanche, si on investit en obligations d'Etat, c'est un placement utile à l'intérêt général, et en plus sans risque.

**Interview et introduction: Raymond Klein**



Nouvelle économie, nouvelles exclusions

Start-ups, actionnariat populaire, horaires flexibles, voilà le côté soleil de la "new economy", constate un communiqué de la Commission Diocésaine pour la Pastorale en Monde du Travail (CPMT). "Cependant, derrière ces discours et pratiques se dissimulent certains processus ignorés ou du moins cachés par une idéologie dominante", lit-on ensuite. En ce qui concerne l'esprit d'entreprise, la CPMT y voit un des moteurs du développement économique et de la réalisation de soi, mais épingle ceux qui, parmi les nouveaux entrepreneurs, ne pensent qu'à leurs profits et leur carrière individuelle.

Quant à la démocratisation du capitalisme à travers l'actionnariat, la CPMT rappelle que l'accès aux actions est fortement inégal. De plus le culte de la "shareholder value" conduit à une orientation des entreprises non selon des objectifs de développement de la production mais dans le but d'une maximisation des gains des actionnaires. Enfin, si la flexibilité donne plus d'autonomie aux employé-e-s, celle-ci peut être instrumentalisée par les employeurs et devenir source de stress, de peur et d'angoisse. La CPMT conclut qu'il convient de rester critique à l'égard du discours dominant qui affirme que tout va bien.

Verkehrskollaps für einen guten Zweck

Kaum zu ignorieren, war die Blockadeaktion der privaten BusfahrerInnen am Hauptbahnhof in Luxemburg-Stadt am vergangenen Donnerstagmorgen. Hintergrund für das einstündige Verkehrschaos waren erfolglose Verhandlungen zwischen Gewerkschaften und Patronat in der Frage der Schichtzeit ("Amplitude") im privaten Bussektor. Die Arbeitgeber wollen einer Reduzierung der Schichtzeit von bisher zwölf auf elf Stunden nur unter Auflagen zustimmen: Dazu gehören u.a. das Einsetzen einer Referenzperiode von sechs Monaten zur Berechnung der geleisteten Arbeitsstunden. Dies bedeutet nach Angaben der Gewerkschaften, dass Überstunden nach wie vor in den Spitzenperioden geleistet werden müssen, jedoch ohne vollen Lohn. Von den elf Stunden Schichtzeit würden nur sechs Arbeitsstunden berechnet. Überstunden sollen nur noch teilweise in Form von freien Stunden vergütet werden.

Die privaten BusfahrerInnen kritisieren seit fast drei Jahren, dass weit über ein Drittel der Touren mehr als zwölf Stunden dauerten. Das Fahrpersonal kann die obligatorischen, gesetzlich festgelegten Lenk- und Ruhezeiten deshalb nicht einhalten. Damit setzt es nicht nur die eigene Gesundheit aufs Spiel, sondern gefährdet auch die Sicherheit der Fahrgäste und der anderen VerkehrsteilnehmerInnen.

Eifriges Escher Engagement

Nachdem die rosa-rot-grüne Escher Koalition ihren BürgerInnen mehr Transparenz und mehr Einbeziehung zugesagt hat, folgt nun die Einlösung des Versprechens: Die zweiten "orientations budgétaires" für die Jahre 2002 bis 2005 sind soeben erschienen. Die aus zahlreichen Tabellen und Grafiken bestehende Übersicht soll in erster Linie kommende und laufende kommunale Arbeitsschwerpunkte erläutern und offenlegen. Sie gibt zudem Auskunft über den veranschlagten Finanzierungsbedarf und die geplanten Finanzierungszeiten der jeweiligen Projekte. Interessierte sollten das Werk gut lesen und aufbewahren: Anhand der detaillierten Auflistung der Ausgaben in den unterschiedlichsten Sachgebieten wird sich spätestens in vier Jahren nachvollziehen lassen, welche der angekündigten Planziele tatsächlich realisiert wurden, und wo es gilt, weiterhin die Hausaufgaben zu machen oder aber Ziele zu verändern.

So plant die Stadt beispielsweise, endlich mehr in die Infrastruktur von Behinderten zu investieren. Bis zum Jahr 2005 sollen Straßen und Bürgersteige sowie Zugänge zu öffentlichen Einrichtungen behindertengerecht umgebaut werden. Wir sind gespannt!



Jacques Nikonoff est professeur-associé à l'université de Paris VIII et membre du Conseil Scientifique d'Attac. Il a publié en 1999 "La comédie des fonds de pension" chez Arléa (ISBN 2-86959-416-X)